



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT  
ET DE LA DECONCENTRATION

4ème bureau  
n° 25516  
arrêté modificatif

LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE  
PREFET D'ILLE ET VILAINE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

./.

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, et ses différents modificatifs ;

Vu la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs ;

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;

Vu l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;

Vu l'arrêté n° 25516 en date du 10.10.1994, autorisant M. Jean-Yves Delabarre à exploiter un élevage de volailles de chair, de veaux de boucherie et des taurillons au lieu-dit « Le Mesnil Aliet » à Saint Germain sur Ille ;

Vu en date du 20.05.1999, la lettre par laquelle l'Earl Delabarre déclare avoir succédé à M. Jean-Yves Delabarre dans l'exploitation de l'installation désignée ci-dessus ;

Vu la demande présentée par l'Earl Delabarre en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de l'installation désignée ci-dessus ;

Vu les plans joints à la demande ;

./.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

### A R R E T E

**Article 1** - L'article 1er (alinéas 1, 2 et 3), l'article 4 et l'article 13 de l'arrêté n° 25516 du 10 octobre 1994 sont modifiés comme suit :

L'Earl Delabarre est autorisée à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « Le Mesnil Aliet » à Saint Germain sur Ille.

L'établissement qui est autorisé pour 46 000 à 56 000 poulets de chair, selon le poids jusqu'auquel les animaux sont engraisés ou 17 250 dindes de chair, est classé à la rubrique 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'Earl Delabarre exploite également, à la même adresse, un élevage de 104 veaux de boucherie et de 90 taurillons classé à la rubrique 2101(1) de la nomenclature et soumis à déclaration.

**Article 2** - L'article 4 de l'arrêté n° 25516 du 10.10.1994 est modifié comme suit :

L'exploitation se fait :

- sur litière pour les volailles ;
- sur lisier pour 60 taurillons et les veaux de boucherie ;
- sur paille accumulée pour 30 taurillons.

**Article 3** - L'article 13 de l'arrêté n° 25516 du 10.10.1994 est modifié comme suit :

L'élimination des effluents solides et liquides s'opérera par épandage et enfouissement dans 82 ha de terrains exploités par l'Earl Delabarre.

### *Le reste sans changement.*

**Article 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de Saint Germain sur Ille et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le

30 AVR. 2000

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet

*Brière*

M. BRIÈRE

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Rémy ENFRUN

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

*de.*